

PÉKIN ET LA QUESTION TAIWANAISE À L'HEURE DE L'ADMINISTRATION TRUMP 2



LAURENT MALVEZIN
NOTE 72, AVRIL 2025



L'Institut Thomas More est un think tank libre et indépendant, basé à Bruxelles et Paris. Il est la fois un laboratoire de solutions innovantes, un centre d'expertise et un relais d'influence.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte : la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

Paris

8, rue Monsigny
F-75 002 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45
B-1160 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

PÉKIN ET LA QUESTION TAIWANAISE À L'HEURE DE L'ADMINISTRATION TRUMP 2



LAURENT MALVEZIN
NOTE 72, AVRIL 2025

Laurent Malvezin est ancien élève de l'Université de Pékin (1990-1993) et diplômé de chinois à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO-Paris). Il a commencé sa carrière comme analyste et conseiller Chine au ministère des Armées. Il a ensuite été directeur des études pour l'Asie dans un cabinet de prévention des risques des entreprises françaises et européennes. A partir de 2014, il poursuit cette activité au sein du cabinet Montsalvy Consulting Firm qu'il a créé. En 2013, il est membre fondateur du Cercle K2. Intervenant dans les entreprises et les institutions publiques (École Nationale de la Magistrature ENM, Fondation Bru, IHEDN-ANAJ, INHESJ, etc.), il contribue à des revues spécialisées (*Géopolitique*, *Hors les murs*, etc.) et dans la presse nationale (*Le Monde*, *Les Echos*, etc.). En mars 2025, il rejoint l'équipe de l'Institut Thomas More pour travailler sur les enjeux politiques et économiques de la montée en puissance de la Chine •

Sommaire

Résumé	6
---------------	----------

Introduction	7
---------------------	----------

Le « processus d'unification » avec Taiwan : à Pékin, une vision qui s'affirme, un discours qui se durcit	8
--	----------

De Deng Xiaoping à Xi Jinping, la construction du processus	8
La loi anti-sécession et la question des « perspectives » d'unification	10
La main droite : le processus d'unification « pacifique »	11
L'intégration économique et culturelle et la réaction taiwanaise	13
Le processus politique : un même lit, des rêves différents	14

Taiwan sous la menace d'un « super deal » entre Donald Trump et Xi Jinping	16
---	-----------

La recherche d'une stabilisation de la relation sino-américaine (2022-2024)	16
2024, l'année de l'affirmation d'un droit chinois souverain en mer de Chine et dans le Détroit	18
Durcissement de la posture chinoise depuis l'investiture de Donald Trump	19
Le verrou américain, facteur clé du « processus d'unification » de Taiwan, de moins en moins sûr	21
Le transactionnalisme trumpien à l'épreuve du donnant-donnant chinois	23

Remarques et recommandations conclusives : rester sourds au chant des sirènes	25
--	-----------



Résumé

Entrer au cœur de la vision de Pékin pour comprendre la mise à jour de sa stratégie vis-à-vis de Taiwan • Pour prendre la bonne mesure de la politique du Parti communiste chinois (PCC) à l'égard de Taiwan, il convient de comprendre la spécificité de son système politique et de son idéologie dans leur rapport au réel. Son discours se veut performatif. Ses fondamentaux, ses inflexions, ses accélérations, doivent être analysés *en dynamique* afin de comprendre comment ils s'adaptent aux circonstances politiques et internationales. L'élection présidentielle taïwanaise qui a vu la victoire de Lai Ching-te en janvier 2024 et, plus encore, le retour de Donald Trump à la Maison Blanche constituent des facteurs de changement majeurs. La présente note propose l'analyse détaillée du récit officiel de Pékin, et de la stratégie associée, pour rendre compte de ce que met en place le régime actuellement pour reprendre possession de Taiwan.

La ligne affichée par Pékin : un processus d'unification par « voie pacifique » • Pour qualifier sa politique à l'égard de Taiwan, le Parti communiste chinois (PCC) parle de « *processus d'unification* » des deux rives du Détroit. Ce concept est le fruit de quarante années de maturation depuis le « Message aux compatriotes de Taiwan » du 1^{er} janvier 1979 par Deng Xiaoping. Dans un discours de 2019, Xi Jinping rappelle les deux composantes majeures de la ligne ainsi définie : l'« *unification par voie pacifique* » et « *un pays, deux systèmes* ». Les textes du PCC promeuvent une « *unité de cœur et d'esprit* » commun à la patrie et au peuple chinois en vue de ne former qu'« *une seule et même famille dans le Détroit* ».

Une posture chinoise qui se durcit • Les modalités de cette intégration dite « pacifique » sont néanmoins, pour une majorité d'entre elles, de nature prescriptive et coercitives. Elles se situent en deçà du seuil de la guerre mais, on s'en doute, n'ont rien de pacifiques en ce qu'elles sont décidées unilatéralement, sans l'aval des autorités et de la population taïwanaise autour d'un processus global préétabli. De plus, la tenaille de la « *lutte contre l'indépendance* » et de « *la promotion pour l'unification* » a exercé une pression croissante durant l'année 2024 qui a débuté avec l'élection du président Lai Ching-te à Taiwan et s'est terminée avec la victoire de Donald Trump aux États-Unis. Le 8 mars dernier, un porte-parole du ministère chinois de la Défense menaçait directement les militants indépendantistes taïwanais : « *plus ils feront de l'esbroufe, plus la corde se resserrera autour de leur cou* ».

L'incertitude Trump • Depuis le retour de Donald Trump, plusieurs signaux, faible à ce stade, laissent augurer d'un changement de doctrine des États-Unis à l'égard de Taiwan. Il n'est cependant pas possible d'en tirer des conclusions définitives à ce stade. Pour autant, nous pouvons considérer que Pékin, pour qui les véritables contradictions sont d'ordre dialectique, analyse ces prises de position comme un signe de faiblesse et d'hésitation, plutôt que comme la manifestation de l'« *ambiguïté stratégique* » traditionnellement attachée à la posture américaine. Le PCC peut y voir davantage d'espace pour aller de l'avant dans le « *processus d'unification* ».

Transactionnalisme trumpien vs. donnant-donnant chinois • Si, du côté des médias chinois, les spéculations vont bon train sur le lâchage de Taiwan par Washington, la prudence prévaut du côté officiel. Pékin s'attend à une offre globale de la part de Donald Trump et Taïpei craint d'être la victime de ce « *super deal* ». A raison. Car, à l'école du transactionnalisme, il est possible que Donald Trump présume un peu trop de ses forces. Depuis plusieurs décennies, la Chine a démontré qu'elle a su développer, sans coup férir, une montée en puissance « pacifique » dans tous les domaines. Nous ne pourrions pas dire que nous ne savions pas.



Introduction

La politique chinoise à l'égard de Taiwan suit un processus d'intervention multi-domaines que Pékin estime activable pourvu qu'il ne soit pas entravé par des ingérences internes et extérieures. Ce processus se projette déjà dans l'après-unification. Le Parti communiste chinois (PCC) parle, en effet, de « *processus d'unification* » et non de « réunification », le terme « réunification » (推进祖国统) étant aussi bien employé pour désigner l'unification allemande de 1871 et la réunification des deux Allemagne en 1990. De plus, l'utilisation du terme « réunification » supposerait que Taiwan ait déjà fait partie de la République populaire de Chine (RPC). Par conséquent, nous emploierons le terme chinois d'« unification » et non sa traduction « réunification » pour désigner le projet du régime chinois de prise de contrôle de l'île.

La spécificité de son système politique et de son idéologie est leur rapport au réel. Son discours se veut performatif. La position exprimée publiquement par le PCC doit tôt ou tard se traduire dans les faits. L'absence en Chine de contre-pouvoirs ou de garde-fous institutionnels lui permet d'ajuster en permanence ses moyens à la finalité recherchée. La question taiwanaise n'échappe pas à cette logique. L'analyse du récit officiel et de la stratégie associée permet de rendre compte de ce que met réellement en place le régime pour, selon lui, reprendre possession de Taiwan.

Afin de bien comprendre ses « buts de guerre », il est en effet nécessaire préciser quelle est sa carte mentale. Celle-ci, partagée au plus haut niveau du PCC, nous renseigne utilement sur la feuille de route vers l'unification. Ce projet, contraire au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, peut nous apparaître irrecevable et par conséquent irréalisable. Mais, ne répétons pas avec la Chine les erreurs commises sur la Russie de Vladimir Poutine qui, dès 2007 et son discours à la conférence de Munich sur la sécurité, avait clairement contesté l'ordre européen de sécurité et affiché son désir de revanche. Il faut écouter ce que les dirigeants chinois disent car ce qu'ils disent engagent leur survie politique. Leur grammaire est différente de la nôtre mais tout est écrit noir sur blanc.

Déjà sous l'administration démocrate dirigée par Joe Biden, le PCC a renforcé sa panoplie de moyens pour s'opposer à ce qu'il appelle les « *forces sécessionnistes* » taiwanaises et étrangères hostiles à son projet d'absorption de l'île, sous couvert d'une prétendue « *communauté de destin pour l'humanité* », une formule qui étale au grand jour sa nature expansionniste globale, qui ne se limitera pas à Taiwan et concerne toute la zone Asie-Pacifique.

Sur le plan diplomatique, Pékin demande désormais une clarification supplémentaire à tous ses partenaires. Les États sont sommés de le soutenir dans son entreprise d'« *unification pacifique* » et non plus seulement de ne pas tenter de le contrecarrer, testant par là-même le seuil de tolérance, principalement à Washington, d'une possible prise de contrôle de l'île, si elle se réalisait par d'autres moyens que la force. La nouvelle administration emmenée par Donald Trump, tentée par la perspective d'un « *super deal* » avec Pékin, pourrait être sensible à cette perspective de résolution « pacifique » de la question taiwanaise. Pour ces raisons, Pékin resserre la mâchoire de son processus d'unification pour tenter d'atteindre ce seuil d'acceptabilité de faire main basse sur Taiwan, sans coup férir.



Le « processus d'unification » avec Taiwan : à Pékin, une vision qui s'affirme, un discours qui se durcit

Depuis 2012, la Chine de Xi Jinping ne cache plus ses ambitions d'expansion globale dans les domaines industriel, technologique mais aussi stratégique, autour de ce qu'elle estime relever de ses intérêts vitaux. Reprendre possession de Taiwan est au cœur de ses revendications. Sur son chemin vers une réunification complète de la nation chinoise, Pékin rencontre l'opposition des États-Unis qui opère depuis le second mandat de Barack Obama, son pivot vers l'Asie. S'y joue depuis lors un choc des volontés pour la domination de la zone Asie-pacifique, que les Américains, puis les Européens, désignent plus communément sous l'appellation de « zone indopacifique ». Sans discontinuer, la protection américaine a été déterminante pour maintenir le *statu quo* dans le Détroit.

Avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, les fondements même du soutien américain à Taiwan pourraient être remis en cause. La défense des démocraties contre les autoritarismes et le respect de la règle de droit dans les échanges internationaux étaient des principes majeurs de la politique étrangère américaine. Mais que reste-t-il de Taiwan si elle n'est plus vue avant tout comme une démocratie ?

Pour l'administration sortante de Joe Biden, les accusations portées par Pékin à l'encontre du président taiwanais Lai Ching-te et son parti, le *Democratic Progressive Party* (DPP), qui menacerait la sécurité et la paix dans le Détroit, restaient inaudibles. Considérant comment l'administration Trump conçoit le prix à payer pour la paix et les modalités de celle-ci concernant le règlement de la guerre russo-ukrainienne, nous devons nous interroger sur l'engagement américain en zone indopacifique et son articulation avec sa politique à l'égard de Taiwan.

Nous voyons déjà Pékin prendre la mesure du changement à Washington. Face à l'administration du DPP issue des urnes au mois de janvier 2024, Pékin déploie un ensemble de moyens dans l'attente d'une fenêtre d'opportunité, accélérant *de facto* son processus d'unification-absorption de l'île de Taiwan.

De Deng Xiaoping à Xi Jinping, la construction du processus

La « Stratégie d'ensemble du parti communiste chinois (PCC) pour résoudre la question de Taïwan dans la nouvelle ère » (1) a été présentée pour la première fois lors de la sixième session plénière du 19e comité central du PCC, dans la « Résolution du Comité Central concernant les principales réalisations et l'expérience historique de la lutte du Parti pour son centenaire » du 11 novembre 2021, officiellement incluse dans le rapport sur le travail du gouvernement en mars 2022 et inscrite dans le rapport du 20e congrès du PCC en octobre 2022.

(1) Selon la rhétorique du PCC, la « nouvelle ère » coïncide peu ou prou avec l'accession de Xi Jinping au pouvoir en 2012. Cette stratégie d'ensemble comporte trois axes majeurs : le principe d'une seule Chine et le « consensus de 1992 », qui doivent accompagner l'unification ; une opposition aux actions « indépendantistes » et « sécessionnistes » ainsi qu'aux ingérences extérieures ; une renaissance nationale partagée entre compatriotes des deux rives.

Dés 2019-2020, un porte-parole du Bureau des affaires de Taiwan (BAT) du Comité Central du PCC parle de cette stratégie d'ensemble comme d'un « *processus d'unification* » (推进祖国统一进程) (1). Cette stratégie a été exposée publiquement dès 2019, dans un discours de Xi Jinping (2) célébrant les quarante ans du « Message aux compatriotes de Taiwan » (告台湾同胞书) du 1^{er} janvier 1979, jour de la normalisation des relations diplomatiques avec les États-Unis. Xi Jinping y rappelle la ligne définie par Deng Xiaoping avec ses deux composantes : l'« *unification par voie pacifique* » et « *un pays, deux systèmes* » (和平统一, 一国两制). Les éléments du discours de Xi représentent la dernière mise à jour de la ligne de Deng (是‘大政方针’在新形势下的具体落实) (3). Parmi les points évoqués dans le discours de Xi – connu en Chine sous le nom des « 5 points de Xi », où se mêlent des préconditions, principes et objectifs du projet d'unification –, le deuxième mentionne un plan spécial « *un pays, deux systèmes* » pour Taiwan. Cette formulation, que nous connaissons davantage par son actualité tragique concernant la situation de Hongkong est, dans la rhétorique communiste, intrinsèquement liée à l'avenir programmé de Taiwan. Depuis les années 2000, ces formulations et plans spéciaux sont rejetés par les gouvernements DPP, de l'autre côté du Détroit, qui tiennent une ligne de fermeté face aux revendications de Pékin.

La question des discussions politiques avec le parti au pouvoir à Taiwan est centrale pour l'élite du PCC. Avec elles, les « *perspectives* » d'unification s'éclairent ; en leur absence, elles s'évanouissent et la bureaucratie du parti se trouve mise en échec. Elle brandit alors la main gauche, celle de la guerre.

Entre 1978 et 1979, Deng Xiaoping reçoit plusieurs délégations de parlementaires américains. Selon des sources chinoises, le 7 janvier 1978, Deng exprime sa vision sur Taiwan devant l'une d'elle à Pékin : « *La solution à la question de Taïwan est une question à deux mains, dont aucune ne peut être exclue. Nous devons nous efforcer d'utiliser la main droite pour trouver une voie pacifique, utiliser la main droite probablement avec plus de puissance, et si cela n'est pas possible, nous devons toujours utiliser la main gauche, c'est-à-dire les moyens militaires. Nous ne pouvons pas faire preuve de flexibilité à cet égard. La (seule) flexibilité consiste à attendre* » (4). Des sources américaines confirment que, pour Deng Xiaoping, la reprise du dialogue politique est cruciale pour l'avenir : « *Il n'y a que deux circonstances où la force serait utilisée. Dans le premier cas, si, profitant de certaines circonstances dans le monde, Taïwan refuse catégoriquement d'entamer des pourparlers avec nous* » (5).

Aujourd'hui encore, le point d'équilibre entre la main droite (l'unification consentie) et la main gauche (l'unification par la force) se situe dans ce que Pékin nomme le « Consensus de 1992 », présent dans tous les textes officiels depuis. Il représente le point culminant de la main droite, le processus politique. Pour le PCC, l'adhésion au « Consensus de 1992 » et l'opposition à l'indépendance de Taiwan sont les « *deux faces d'une même pièce* » : celle du principe d'une seule Chine. Toutefois, selon des sources taiwanaises, aucun « consensus » n'aurait été atteint à l'époque. Lors des échanges, qui ont réellement

(1) 国务院台办就 2019 年两岸关系发展和 2020 年两岸关系展望等答问, Conseil d'État de la République populaire de Chine, 15 janvier 2020, [disponible ici](#).

(2) Xi Jinping, discours à l'occasion de la commémoration du 40e anniversaire du « Message aux compatriotes de Taiwan », 2 janvier 2019, [disponible ici](#).

(3) « Message to Compatriots in Taiwan », 1er janvier 1979, [disponible ici](#).

(4) 邓小平思想年谱-1978 年, sina.com, 29 juillet 2004, [disponible ici](#).

(5) « *There are only two circumstances where force would be used. The first circumstance, if in taking advantage of certain circumstances in the world, Taiwan absolutely refuses to enter into talks with us* », Département d'État, télégramme diplomatique du bureau de liaison en Chine, 11 janvier 1979, [disponible ici](#). La seconde circonstance serait l'éventualité que l'Union soviétique pénètre à Taiwan à la faveur de la normalisation.



eu lieu sur la question centrale du principe d'une seule Chine entre les des représentants du PCC et du parti nationaliste taiwanais (KMT) au mois de novembre 1992 à Hong Kong, les deux parties auraient constaté leurs désaccords sur la définition à donner à « *une seule Chine* ». La formule aurait été inventée par la partie taiwanaise, quelques années plus tard, pour apaiser les tensions mais a été considérée par Pékin comme un acquis, puis réutilisée depuis lors comme un prérequis à de futures négociations (1).

Il est à noter que, pour le PCC, rechercher le consensus revêt une signification particulière. Rares sont les consensus réellement acceptés et reconnus par l'autre partie – nous en parlerons plus loin pour ce qui concerne les relations bilatérales sino-américains et le prétendu « consensus de San Francisco », affiché par la diplomatie chinoise à l'issue des discussions entre Joe Biden et Xi Jinping au mois de novembre 2023. Or, depuis 2004 et la réélection de Chen Shuibian (DPP) à la présidence de Taiwan, les négociations entre Pékin et Taipei sont au point mort. Pour le Bureau aux affaires de Taiwan à Pékin, le « Consensus de 1992 » demeure « *le plus grand dénominateur commun* » jamais atteint dans les relations entre les deux rives et par conséquent la ligne de départ incontournable qu'il faut rapidement rejoindre.

La loi anti-sécession et la question des « perspectives » d'unification

Les progrès dans la discussion doivent, de plus, être mesurables autour du cap que le PCC s'est fixé : l'unification. Le processus doit donc se munir de moyens adaptés pour corriger les éventuels écarts de trajectoire. En 2005, soit un an après la réélection de Chen Shuibian et dans un contexte de montée du sentiment d'identité taiwanaise au sein de la population de l'île, la Chine promulgue une Loi anti-sécession (LaS). Le maintien au pouvoir du DPP à Taipei éloigne le PCC de son objectif. Il faut introduire un élément nouveau pour corriger la trajectoire.

En mai 2020, pour la célébration du quinzième anniversaire de la LaS, Li Zhanshu, conseiller de Xi Jinping, rappelait ces trois situations sous couvert de son article 8 où des « moyens non pacifiques et autres mesures » pourraient être activés : « *Si les forces séparatistes en faveur de l'"indépendance de Taïwan" provoquent la sécession de Taïwan de la Chine sous quelque nom ou par quelque moyen que ce soit, ou si un événement majeur se produit qui conduirait à la partition de Taïwan, ou si la possibilité d'une unification pacifique disparaît complètement, alors l'État devra agir selon des modalités non pacifiques et prendre d'autres mesures nécessaires pour sauvegarder la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale* » (2).

Tout en rappelant ces lignes rouges, le *Livre blanc sur la question de Taïwan et la cause de l'unification de la Chine dans la nouvelle ère*, publié en août 2022 à quelques mois du 20^{ème} Congrès du PCC, indique que « *nous avons toujours insisté sur le fait que nous nous préparons à faire face à toute ingérence extérieure ainsi qu'au fait d'"indépendance de Taïwan" par le recours à des moyens non pacifiques, et des mesures adaptées, dans le but de préserver les perspectives d'une unification pacifique et de faire progresser le processus d'unification pacifique* » (3). En d'autres termes, la bureaucratie du parti a besoin d'y croire pour se maintenir au pouvoir. Non seulement faire vivre l'espoir, mais de le rendre réel.

(1) Shih Hsiu-chuan, « Su Chi admits the "1992 consensus" was made up », *Taipei Times*, 22 février 2006, [disponible ici](#). Cité par Mathieu Duchâtel, « La politique taiwanaise de la Chine à l'horizon 2028 », Institut Montaigne, janvier 2024, [disponible ici](#).

(2) 栗战书在《反分裂国家法》实施 15 周年座谈会上的讲话 (全文), Baidu, 29 mai 2020, [disponible ici](#).

(3) *Livre blanc sur la question de Taïwan et la cause de l'unification de la Chine dans la nouvelle ère*, Bureau des affaires de Taiwan du Conseil des Affaires d'État de la République populaire de Chine, 10 août 2022.



La même année, en 2022, les dissensions internes apparaissent au grand jour. Le Bureau des affaires de Taiwan intervient publiquement à la suite de déclarations d'officiels et de députés du Parlement sur les insuffisances de la LaS, jugée inopérante face au défi que représente le plébiscite à Taiwan même et dans le monde en faveur de la démocratie taiwanaise. A Pékin, circule l'idée de sa révision pour faire davantage dans la « *promotion de l'unification* » (促统) et non plus seulement pour contrer les actions « *séparatistes* » (反独). Il s'agit de mettre désormais l'accent sur l'article 6 de ladite LaS qui traite du développement de la relation dans le détroit dans un processus d'intégration globale.

Rétrospectivement, ce volet incitatif pour la promotion de l'unification a bien été mise en œuvre sur les plans diplomatique, économique et social. Mais sans passer par une mise à jour législative. Depuis l'automne 2024, et l'approche du 20ème anniversaire de la LaS, les spéculations ressurgissent sur son possible durcissement.

Sur le plan diplomatique, la Chine demande désormais aux États étrangers d'aider à l'« *unification* » et non pas seulement de « *s'opposer à son indépendance* ». C'est pourquoi Pékin réagit vivement aux changements sémantiques des chancelleries, principalement occidentales, concernant leur position sur la question taiwanaise. Au mois de février dernier, le Département d'État américain modifie une nouvelle fois ses pages web de présentation sur la Chine et sur Taiwan, supprimant notamment la mention concernant son engagement à ne pas soutenir d'indépendance de Taiwan, provoquant l'ire de Pékin (1). La menace de l'usage de la force fait et fera toujours partie de l'équation de dissuasion. Elle représente, pour le régime chinois, la police d'assurance du processus engagé. Mais le recours à la force ne suffit à définir le processus lui-même, qui s'est considérablement étoffé. Moins spectaculaires et médiatisées, ses composantes politiques et économiques constituent le cœur de l'ingénierie d'unification, vue comme une entreprise de fusion-absorption du territoire taiwanais et de son patrimoine.

La main droite : le processus d'unification « pacifique »

Pour Pékin, la montée en puissance capacitaire de ses forces armées et de sa police maritime doit servir à assurer l'ordre et la sécurité de l'île une fois son incorporation effective dans la RPC, dans la durée et non pas seulement pour dissuader toute résistance intérieure ou toute intervention armée extérieure, ou encore réaliser une opération ponctuelle. Les modalités de cette intégration, dites « pacifiques », sont pour une majorité d'entre elles de nature prescriptive et coercitives. Elles se situent en deçà du seuil de la guerre mais n'ont rien de pacifiques en ce qu'elles sont décidées unilatéralement, sans l'aval des autorités et de la population taiwanaise autour d'un processus global préétabli. Elles sont calibrées pour être déployées tout le long du processus unification. Comme le rappelait très sérieusement l'ex-ambassadeur de Chine en France Lu Shaye sur une chaîne d'information française, les Taiwanais auront besoin après l'unification de rééducation : « *pas sous la contrainte ! Ils deviendront patriotes après un travail de rééducation* » (2).

(1) « China slams US for changing fact sheet to focus on trade curbs », *The Straits Times*, 21 février 2025, [disponible ici](#). L'administration Biden avait déjà tenté l'expérience avant de se rétracter en remettant le texte d'origine.

(2) « Taïwan : "Après la réunification, on va faire une rééducation", affirme l'ambassadeur de Chine en France », BFM TV, 3 août 2022, [disponible ici](#).



Parmi les objectifs de la stratégie d'ensemble pour « résoudre la question taiwanaise », une « unité de cœur et d'esprit » serait nécessaire. Et pour atteindre cette « union spirituelle », il faut, selon les textes du PCC, avoir en partage une même vision de l'histoire, de la patrie et du peuple chinois pour ne former qu'« une seule et même famille dans le Détroit » (心灵契合 et 两岸一家亲), tout en respectant le modèle social taiwanais. Mais la rhétorique du PCC s'emballe et devient menaçante, pour Taiwan et pour le reste du monde. Associant l'avenir de Taiwan intrinsèquement lié à celui de la Chine continentale par une « communauté de destin pour l'humanité », le PCC révèle la vraie nature de son projet politique. Le discours sur cette « communauté de destin pour l'humanité » a été conçu et diffusé par le PCC, y compris dans l'enceinte de l'ONU, comme un dépassement de la logique conflictuelle des relations internationales contemporaines. En l'associant à son projet d'unification doté d'une main droite (la voie « pacifique »), mais aussi d'une « main gauche » (la guerre), elle dissimule mal ses véritables objectifs : la prise de contrôle de Taiwan ne serait qu'une étape nécessaire mais partielle du projet d'extension globale du domaine de souveraineté chinois.

Cette résonance conceptuelle se retrouve dans la rhétorique de la « paix », abondamment utilisée par Pékin depuis plus de vingt ans et entourant le développement de sa politique économique, celle des « réformes et de l'ouverture ». Celle-ci serait bien évidemment pavée des meilleures intentions, d'une « montée en puissance pacifique » (*Peaceful Rise*). Dès 2014, Xi Jinping déclare que « l'unification pacifique et le principe "un pays, deux systèmes" est la meilleure équation de parvenir à la l'unification nationale », puis ajoute qu'elle est « adaptée à la situation actuelle de Taiwan et propice à sa stabilité et à la paix durable, après l'unification ». L'expression utilisée, « stabilité et paix durable », ou pour une « gouvernance durable » (长治久安), est identique à celle employée pour justifier la politique de mise au pas de Hongkong, sous couvert « d'un pays, deux systèmes » (1). Pour le PCC, l'évolution de la situation à Hongkong depuis 2020, qui disparaît progressivement des médias internationaux, les conforte dans leurs décisions et les encourage à poursuivre un même processus vis-à-vis de Taiwan. Notamment dans les domaines économique et sociétal.

C'est autour des années 2020 que le schéma directeur en matière d'intégration économique prit forme avec le plan de la province du Fujian pour « une nouvelle voie pour l'intégration et le développement du détroit ». Il s'agit pour le PCC d'une « étape préalable à l'unification » et d'« un pas en avant pour le développement pacifique » (2). En outre, la dimension économique fait une apparition remarquable dans le *Livre blanc sur la question de Taiwan* de 2022, lui consacrant une partie spécifique ne figurant pas dans les précédents *Livres blancs* de 1992 et 2000, ce qui s'explique aussi bien sûr par le gain de confiance engrangé par les dirigeants chinois depuis lors en la capacité d'attractivité et d'absorption de l'économie nationale.

(1) 香港长治久安的必然选择——海外专家学者谈涉港安全立法, Xinhua, 25 mai 2020, [disponible ici](#).

(2) 探索海峡两岸 融合发展新路, *Quotidien du Peuple*, 12 mars 2019, [disponible ici](#).



L'intégration économique et culturelle et la réaction taiwanaise

Selon Pékin, Taiwan est l'une des vingt-trois provinces de la RPC. Le 29 décembre 2023, lorsque le Comité de la province du Fujian lance une directive pour la mise en place d'une « zone pilote d'intégration économique Fujian-Taiwan dans le détroit », il ne fait que prolonger le plan du Comité central du parti du 12 septembre 2023 pour une intégration progressive des deux économies. Ce plan d'action prévoit de déployer dans le Fujian, qui fait face à Taiwan, tous les services aux entreprises et aux particuliers pour les Taiwanais. Le compte-rendu du Comité précise que « le décret d'application prend acte de la volonté des compatriotes taiwanais, et leurs entreprises, de venir, de rester, de s'intégrer et de bien s'y développer en toute égalité de traitement, en termes de transport, de voyage, de facilitation des paiements, d'achat de maisons et de propriétés, d'assurance médicale et de sécurité sociale ; il garantit les échanges, études et la recherche, l'emploi, la participation sociale notamment dans la gouvernance locale et la construction de l'environnement juridique, etc. et incite davantage de compatriotes taiwanais à s'intégrer au Fujian » (1).

Ce plan met l'accent sur l'approfondissement de la coopération économique, industrielle et commerciale entre le Fujian et Taiwan, ainsi que la promotion de la « connectivité des infrastructures » entre les deux rives du détroit, une formulation largement utilisée dans le cadre de la *Belt and Road Initiative* (BRI). Plus concrètement, une « communauté d'agglomération » entre Fuzhou et Mazu d'une part et Xiamen-Jinmen de l'autre, mettra en commun la gestion de l'eau, de l'électricité, du gaz et des infrastructures essentielles (ponts, routes, etc.). Les autorités du Fujian rappellent utilement que Xi Jinping s'est personnellement investi dans ce projet d'intégration (le terme « unification » n'est pas utilisé ici), notamment en soutenant la création, en 2014, du projet de développement de l'île de Pingtan, la plus grande île du Fujian et la plus proche des côtes taiwanaises. Pris au pied de la lettre, ce vaste plan de fusion-intégration économique, qui oscille entre incitations et actes de coercition économique, est partie intégrante de la stratégie globale d'unification. Il anticipe tous les scénarios, dont celui d'un recours à la force, localisé ou général, qui précipiterait la prise en charge des populations taiwanaises, dont une partie émigrerait sur le continent. Mais aussi dans celui d'une poursuite d'un processus de long terme au cours duquel les synergies économiques produites rendraient inutile tout recours à la force.

A Taiwan, les avis sont très critiques. En chinois mandarin, le développement intégré des deux économies fait davantage penser à une fusion-absorption, ce que relèvent aussi bien les Taiwanais que leurs autorités. Voici la traduction d'une dépêche de l'agence de presse taiwanaise (CNA) : « En septembre de cette année, après que la Chine continentale a annoncé les "21 articles du Fujian sur Taïwan", le Conseil des affaires continentales (MAC) a publié un communiqué de presse indiquant que cet "avis" faisait partie du front uni unilatéral "intégration en vue de l'unification" mis en place par le Parti communiste chinois (PCC) depuis le 20e Congrès national de la République populaire de Chine (RPC). Les tentatives d'utiliser "l'égalité de traitement et les avantages économiques" pour amener les Taiwanais et leurs entreprises à s'intégrer dans le système du PCC et à accepter la direction du PCC sont "un vœu pieux de la part du PCC" » (2).

(1) 中共中央 国务院关于支持福建探索海峡两岸融合发展新路 建设两岸融合发展示范区的意见, Conseil d'État de la République populaire de Chine, 29 décembre 2023, [disponible ici](#).

(2) 福建公布兩岸融合措施 拉攏台青與金門馬祖台資, CNA, 27 novembre 2023, [disponible ici](#).



Sur le plan culturel et familial, Pékin veut se convaincre des progrès réalisés : un centre d'aide aux mariages et aux familles du Détroit offre ses services aux jeunes mariés du continent et de Taiwan en faisant rayonner « *l'esprit du 20e Congrès national du PCC afin de contribuer à la réalisation rapide de l'unification complète de la patrie* ». Le site du ministère des Affaires civiles à Pékin mentionne que « *dans le cadre de l'œuvre de renaissance de la nation et de la civilisation chinoise, la fidélité dans le mariage est la garantie fondamentale pour maintenir le bon cap politique* ». Le conjoint continental doit devenir le « tuteur » de son (ou de sa) conjoint(e) et de sa famille sur l'autre rive. Cette situation permettrait aussi « *d'obtenir des informations, de les traiter dans le but de concevoir de meilleures politiques* » (1).

L'action de ce centre s'inscrit dans la stratégie globale d'unification qui comporte un vaste champ d'action sociale depuis la province côtière du Fujian. Dans le discours officiel, les « *compatriotes* » taiwanais forment avec les habitants du continent une « *même famille* », affirmant le fait chinois et par ce fait l'inéluctabilité de sa réintégration pleine et entière dans la nation chinoise indivise. Certains documents internes du PCC stipulent que tant que cette perspective d'unification « *organique* » par les liens humains et fraternels engrange des progrès tangibles, des « *perspectives* » encourageantes, l'usage de la force ne sera pas réactivé comme option.

Le processus politique : un même lit, des rêves différents

Pour l'élite du PCC, les seuls interlocuteurs possibles à Taiwan pour réenclencher les pourparlers politiques sont dans l'opposition, principalement au sein du KMT, le parti nationaliste. Dès 2013, Xi Jinping s'est entretenu avec plusieurs de ses dirigeants. C'est lors d'une rencontre avec le président honoraire de la Fondation pour le marché commun dans le Détroit, à Bali, qu'il pose les limites de la patience du PCC : « *On ne peut transmettre ce type de problème de génération en génération* » (总不能将这些问题一代一代传下) (2). Trois ans plus tard, en juillet 2016, Xi Jinping transmet un message en direction du KMT dans son discours pour célébrer le 95ème anniversaire de la fondation du Parti communiste : « *Nous avons également toujours plaidé en faveur de la négociation d'une fin officielle de l'état d'hostilité entre les deux parties du détroit de Taiwan et d'un accord de paix sur la base du principe d'une seule Chine. Le Kuomintang et le parti communiste peuvent en discuter* » (3).

Remis dans le contexte actuel, ces propos peuvent rassurer ou inquiéter selon l'évaluation qu'on se fait de l'équilibre du pouvoir en Chine : si une passation de pouvoir est programmée pour la fin de la présente mandature de Xi Jinping en 2027 ou si Xi Jinping devait se maintenir, jusqu'en 2032 (il aurait alors 79 ans), ce qui lâcherait un peu de lest au processus d'intégration. La probabilité que la reconduction de Xi Jinping pour un quatrième mandat de cinq ans jusqu'à son terme soit d'abord déterminée par les perspectives d'une unification complète et réussie avec Taiwan n'est, au passage, pas à exclure.

(1) Source, désormais inaccessible, [disponible ici](#). L'URL a été bloquée, lecture partielle dans le cache.

(2) Entrevue avec Hsiao Wan-chang, Bali, Indonésie, 2013.

(3) 新时代党解决台湾问题的总体方略：历史形成与核心内涵, Baidu, 28 novembre 2022, [disponible ici](#).



Rappelons que c'est le KMT qui a fait planer l'idée, en 1992, d'un consensus politique autour de la question d'une seule Chine. Ce même parti qui par l'élection de Ma Ying-jeou en 2008, a interrompu huit années d'exercice du pouvoir du DPP depuis l'an 2000. Ma sera réélu à la présidence jusqu'en 2016. Aussi, la première des trois rencontres entre Xi Jinping et Ma Ying-jeou, en 2015 à Singapour, trois mois avant les élections présidentielles à Taiwan, devait conjurer le retour du DPP au pouvoir. Ce lien avec le KMT reste pour Pékin le fil rouge des négociations vers « *l'unification pacifique* », un lien ténu mais politiquement lourd de signification.

Pourtant, la rencontre de l'ancien président taiwanais du mois d'avril 2024 à Pékin avec Xi Jinping a été largement commentée dans les médias internationaux comme purement « *symbolique* » et porteuse de quelques « *messages* » à destination des Taiwanais et de Washington (1). Intervenant une nouvelle fois à quelques semaines seulement des élections présidentielles à Taiwan, cette rencontre entre Xi et Ma a surtout été exploitée au sein du PCC pour signifier que le processus interne de renversement du pouvoir à Taiwan se poursuit conformément à la stratégie nationale d'unification, donnant des gages à son volet politique. Xi Jinping s'y est personnellement impliqué. Il joue sa crédibilité au sein du PCC.

Le 20 mai 2024, le discours d'investiture du nouveau président taiwanais, Lai Ching-te, a pris Pékin par surprise, qui l'a analysé comme un manifeste pour l'indépendance, précipitant au sein du PCC une série de déclarations au vitriol ainsi que le déclenchement de nouvelles manœuvres militaires dans le Détroit. Ces manœuvres ne visent pas simplement à « punir » le DPP mais constitue un signal d'alerte, au seuil du processus. Pékin veut néanmoins garder confiance, car son processus se décline dans tous les domaines :

- Sur le plan politique : le recul du DPP, désormais minoritaire au Parlement, est analysé en haut lieu comme une victoire, un signe d'espoir (qui renvoie aux « *perspectives* ») et la confirmation que la stratégie porte ses fruits, avec en ligne de mire les élections de mi-mandat en 2026 et les prochaines élections présidentielles en 2028.
- Dans le domaine juridique : aux attaques des Occidentaux sur le bien-fondé de la résolution 2758 sur la définition d'« *une seule Chine* », Pékin répond par une volonté de renégociation des traités internationaux inscrit à l'ordre du jour de son agenda législatif pour 2024.
- En matière judiciaire, une nouvelle directive sur les modalités d'application du maintien de l'ordre par les autorités des gardes côtes vient préciser le cadre légal d'une possible action de déni d'accès dans le Détroit et, plus largement, sur tout son arc littoral.
- Sur le plan militaire enfin, le 19 avril 2024, le parachèvement de la réforme du commandement et de l'organisation l'Armée populaire de libération (APL) en cinq armées et quatre corps d'armées, pourrait signifier l'affirmation d'une préparation aux opérations interarmées. En outre, l'inclusion de l'armée des fusées stratégiques (dont balistique, nucléaire) dans la nouvelle composante interarmée confère une portée nouvelle aux manœuvres qui se sont déroulées peu après, du 23 au 25 mai.

Pendant ce temps, depuis l'été 2024, Ma Ying-jeou multiplie les prises de paroles publiques en soutien au processus d'unification et au retour à la table des négociations (2).

(1) Harold Thibault, « Xi Jinping reçoit l'ancien président taiwanais Ma Ying-Jeou, favorable à un rapprochement avec la Chine », *Le Monde*, 10 avril 2024, [disponible ici](#).

(2) En Thaïlande au mois d'août 2024, puis au Fairbank Center de l'Université d'Harvard aux États-Unis, le 30 septembre 2024.



Avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, Pékin entend actionner l'ensemble des leviers à sa disposition pour exercer une pression maximum. Une unification *via* une reconnaissance politique sans coup férir de sa solution à « *un État, deux systèmes* » demeure son premier choix. La nouvelle administration Trump pourrait-elle l'aider en ce sens ? Dans l'incertitude, les autorités chinoises veulent mettre à l'abri son processus politique, sur deux fronts : engager le plus possible les États-Unis de Trump, et leurs alliés, à l'accepter comme la solution du moindre mal et, dans le même temps, renforcer sa carapace extérieure, la zone recouvrant les mers de Chine de l'Est et du Sud pour lui offrir une zone sanctuarisée, à l'abri de toute interférence.

Taiwan sous la menace d'un « *super deal* » entre Donald Trump et Xi Jinping

Les autorités chinoises se projettent désormais dans l'après unification proprement dite, dans une période nouvelle où elles auront à gouverner l'île, intégrer son économie dans son vaste marché domestique et la protéger des risques intérieurs et extérieurs. Elles doivent, pour parvenir à leurs fins, bénéficier d'une plus grande visibilité stratégique qui nécessite une stabilisation de l'environnement régional et international, mais aussi de sa relation avec Washington.

Quelques jours après sa prise de fonction à la Maison Blanche, Donald Trump réintroduit une ambiguïté majeure concernant l'engagement des États-Unis à défendre Taiwan en cas d'agression. Dans ce contexte, l'évolution de la politique indopacifique de Washington devient un facteur clé pour Pékin dans sa décision d'enclencher une nouvelle phase de son processus d'unification-absorption de Taiwan.

La recherche d'une stabilisation de la relation sino-américaine (2022-2024)

Opérons pour commencer un léger retour en arrière, il y a moins de trois ans. Selon les communiqués officiels du ministère chinois des Affaires étrangères, la rencontre entre Joe Biden et Xi Jinping de novembre 2022, sur l'île de Bali en Indonésie, doit permettre à la Chine de conjurer la montée aux extrêmes de la relations bilatérale, symbolisée quelques mois plus tôt par l'épisode irritant du « ballon espion chinois » repéré au-dessus du territoire américain, puis abattu au large de ses côtes par l'armée américaine. Tandis que Washington souligne la nécessité de remettre en place des canaux de communication stratégique, considérés comme autant de filets de sécurité (*guardrails*) à la relation, la partie chinoise veut l'amener à un « consensus » sur quelques points clés, avec effets de cliquet sans retour en arrière possible. Ils sont encapsulés dans une formule contractée dite des « *quatre non et une abstention* » à savoir que les États-Unis : ne recherchent pas une « nouvelle guerre froide » ; ne cherchent pas à changer le système de la Chine ; ne cherchent pas à s'opposer à la Chine par le biais d'un renforcement d'alliances ; ne soutiennent pas « l'indépendance de Taiwan » et n'ont pas l'intention d'entrer en conflit avec la Chine.

Plus clairement, la Chine ne veut pas de confrontation idéologique, qu'elle n'est pas certaine de gagner. Elle ne veut pas non plus voir ressusciter la phase 2 de l'accord bilatéral de l'administration Trump 1 portant notamment sur les changements (transferts de technologies, propriété intellectuelle, etc.) du

fonctionnement même du système socialiste chinois. Elle réaffirme enfin sa volonté de sanctuariser sa domination en zone Asie-Pacifique et, pour ce qui concerne plus particulièrement notre propos, que Washington s'engage à ne pas contrecarrer leur projet d'absorption de Taiwan.

Si la question taiwanaise a bien été au cœur des discussions à Bali, les demandes chinoises sont demeurées de nature défensive. Le seul point nouveau a porté sur l'incompatibilité, selon le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi, entre le projet prétendument indépendantiste du gouvernement taiwanais et de ses soutiens, avec la sécurité et la paix dans le Détroit que Washington place en priorité absolue (1). Un an plus tard, lors de la nouvelle rencontre au sommet entre Biden et Xi, à Woodstock en Californie, au mois de novembre 2023, Pékin resserre la vis diplomatique autour de la question de Taiwan. Selon les déclarations officielles, la Chine exhorte désormais les États-Unis à ce que son engagement à ne pas soutenir l'indépendance de Taiwan se traduise, non seulement par le fait d'arrêter d'armer Taiwan, mais par son soutien au processus d'« unification pacifique ». Selon le communiqué chinois final, « la Chine finira par être unifiée, c'est inéluctable » (2). Le point d'inflexion de cette « stratégie d'ensemble » semble atteint. Ne pas soutenir les « forces sécessionnistes » n'est plus suffisant. Il faut désormais, selon Pékin, s'engager comme un acteur à part entière du processus d'« unification pacifique ».

Deux mois plus tard, à la veille des élections présidentielles et législatives à Taiwan, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois Mao Ning répond à la question d'un journaliste d'un média gouvernemental lors d'une conférence de presse. La question : « selon un fonctionnaire de la Maison Blanche, les États-Unis adhèrent à la politique d'une seule Chine, ne soutiennent pas l'"indépendance de Taïwan" et soutiennent le dialogue entre les deux rives du détroit, ils ne prendront pas position tant que la solution finale des différends entre les deux rives du détroit est résolue de manière pacifique. Qu'en pensez-vous ? » La réponse de Mao Ning : « Nous avons pris note des déclarations de la partie américaine [...]. Si vraiment les États-Unis souhaitent préserver la stabilité dans le Détroit de Taiwan, il faut alors qu'ils s'opposent sans équivoque à l'"indépendance de Taiwan" et qu'ils soutiennent l'unification pacifique de la Chine » (3).

La demande chinoise de soutien déclaré à sa solution « pacifique » est congruente avec ses revendications précédentes (stopper les ventes d'armes, lâcher le DPP et ses soutiens, etc.) mais renverse la charge de la responsabilité sur les épaules de Washington. Elle substitue la demande américaine faite à Pékin de non-usage de ses forces armées vis-à-vis de Taiwan par une promesse de sa part de ne pas intervenir militairement en cas d'unification par d'autres moyens que la force. Cette idée fait en réalité son chemin au sein des décideurs démocrates à Washington, et depuis un certain temps déjà. Lors d'une session consacrée à l'Indopacifique lors la Conférence de Munich sur la sécurité en 2023, le sénateur américain Ben Cardin, invité à croiser le fer avec l'ancienne vice-ministre des Affaires étrangères chinoise Fu Ying, déclare que la position américaine « sur Taiwan est intentionnellement ambiguë et complexe mais ce que nous refusons de voir est une prise de Taiwan par la force. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour empêcher une prise de Taiwan par la force » (4). Joe Biden apporte bien une « clarification

(1) Wang Yi, conférence de presse, 14 novembre 2023.

(2) 习近平同美国总统拜登举行中美元峰会晤, Xinhua, 16 novembre 2023, [disponible ici](#).

(3) 2024年1月12日外交部发言人毛宁主持例行记者会, ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 12 janvier 2024, [disponible ici](#).

(4) Sénateur Ben Cardin, Munich Security Conference, 16 février 2023.



stratégique » publique, à cinq reprises en 2023 et 2024, confirmant une intervention armée des États-Unis en cas de coup de force de l'APL dans le Détroit. Mais y voir un soutien indéfectible, un « quoiqu'il en coûte » au *statut quo* adossé à une volonté américaine de s'opposer à toute forme d'absorption ou d'annexion de Taiwan par la Chine sans recours à la force brute, surinterpréterait le niveau d'engagement américain.

Dans le même temps, la réaffirmation par l'administration Biden de ses engagements dans le cadre du traité d'assistance militaire avec les Philippines et le Japon visant, en l'occurrence, les actions provocatrices chinoises en zone indopacifique et en Mers de Chine semble être d'un niveau de clarification stratégique supérieur, car elle engage la responsabilité de l'ensemble des intérêts américains et de leurs alliés dans la région.

2024, l'année de l'affirmation d'un droit chinois souverain en mer de Chine et dans le Détroit

La tenaille de la « *lutte contre l'indépendance* » et de « *la promotion pour l'unification* », tirée de la boîte à outils unificatrice chinoise, exerce une pression croissante durant cette année 2024 qui débute avec les élections à Taiwan et se termine avec la victoire de Donald Trump aux États-Unis.

Après que l'administration Biden réaffirme, en 2021, la prééminence de la présence américaine en Asie-Pacifique, la Chine a sensiblement haussé son niveau de jeu dans la zone (1). Au travers de la montée en puissance de ses gardes côtes (appelées en chinois « police maritime »), Pékin veut imposer « ses *droits maritimes* » adossés à un droit de la mer alternatif (en rupture avec la Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1994) englobant l'ensemble de ses droits territoriaux, dont Taiwan. De nombreux projets de loi traduisent la volonté de l'exécutif d'imposer un droit maritime couvrant tous les aspects de ses revendications et ambitions maritimes et océaniques : projet de révision de la loi maritime commerciale ; projet d'amendement à la loi sur la pêche, sur les douanes ; loi modifiée sur la protection du milieu marin, loi fondamentale sur le droit de la mer, etc. Le 21 juin 2024, pour mieux signifier la prééminence d'un droit chinois sur les autres sources de droit, Pékin aligne ses deux hautes cours de justice parmi les autorités en charge de la mise en place et du suivi d'une nouvelle directive centrale sanctionnant « *les éléments durs de l'indépendance de Taiwan* », venant justifier de nouvelles manœuvres d'intimidation (2).

Cette volonté de judiciaireiser les différends maritimes et continentaux participe d'une stratégie de « nationalisation » de ces espaces considérés souverains. L'emploi par Pékin d'une police maritime souligne qu'ils relèvent et doivent rester dans le champ de la politique intérieure chinoise et non des relations internationales, ce qui justifierait un recours à l'armée. Pékin accuse précisément Washington

(1) On s'en fera une idée, pour une partie seulement de la zone indopacifique, dans lisant Hugues Eudeline et Jui-Min Hung, *L'influence de la République populaire de Chine dans les îles du Pacifique*, Institut Thomas More, rapport 26, juillet 2022, [disponible ici](#). Pour une vue d'ensemble, voir Hugues Eudeline, *Géopolitique de la Chine. Une nouvelle thalassocratie*, PUF, 2024.

(2) La Cour populaire suprême, le Parquet populaire suprême avec le ministère de la Sécurité publique (MSP), le ministère de la sécurité de l'État (MSE) et le ministère de la Justice ont annoncé conjointement une directive pour « punir les crimes commis par les éléments durs de l'"indépendance de Taiwan" œuvrant à la division du pays ». Voir "两高三部"联合发布关于依法惩治"台独"顽固分子分裂国家、煽动分裂国家犯罪的意见_中华人民共和国最高人民检察院, 21 juin 2024, [disponible ici](#).



de vouloir l'entraîner vers une confrontation de type militaire qui jetterait une lumière crue sur les possibles insuffisances de son aptitude au combat moderne (1). Pékin accuse également Washington de chercher à empêcher un consensus avec ses pays voisins de l'ASEAN concernés par les contentieux territoriaux et maritimes en mer de Chine du sud et, à ce titre, parties prenantes du cycle de négociations concernant l'avancement de la « Déclaration des parties prenantes de mer de Chine méridionale » (DOC) devant déboucher sur un code de conduite (COC).

Le Département américain de la Défense estime que si la Chine parvenait à ses fins sur le plan diplomatique et juridique, sa stratégie de déni d'accès comprenant le détroit de Taiwan en ressortirait confortée. C'était du moins la position des États-Unis jusqu'à l'arrivée de l'administration Trump 2. Pékin y réitère son message, qui se fait de plus en plus insistant : « *Si les États-Unis veulent maintenir la paix dans le détroit de Taiwan, la clé est qu'ils reconnaissent la nature "indépendantiste" de Lai Ching-te et des autorités du Parti démocrate progressiste (DPP) ; il faut traiter la question de Taiwan avec soin et prudence, s'opposer sans équivoque à l'"indépendance de Taiwan" et soutenir l'unification pacifique de la Chine* » (2).

Fait nouveau depuis le début de l'année 2025 et la prise de fonctions de la nouvelle administration américaine, les autorités chinoises engagent désormais Washington à « *ne pas instrumentaliser la question taiwanaise dans la compétition stratégique* » (不会利用 台湾问题 同中国竞争) qui les oppose (3), laissant supposer qu'elles ont pris la mesure de la pratique transactionnelle de la diplomatie trumpienne pour qui tout peut être négocié. Les messages passés deviennent clairs. Mais face à cette clarification, en ce début d'année 2025, certaines prises de positions du côté américain ravivent les craintes, à Taiwan et ailleurs, qu'un *modus vivendi* sur la question taiwanaise s'esquisse en coulisses entre Washington et Pékin, qui pourrait prendre forme, de manière encore incertaine, dans le cadre d'un nouveau cycle de négociations sino-américaines.

Durcissement de la posture chinoise depuis l'investiture de Donald Trump

Au mois de février dernier, le contre-amiral Nicholson, chef adjoint des opérations navales de la marine américaine, déclare que « *les États-Unis ne s'opposeraient pas à la réunification de la Chine continentale et de Taïwan tant qu'elle se ferait de manière pacifique et acceptable pour les deux parties* », faisant écho aux précédentes sorties publiques d'élus américains et allant dans le sens des avances semi-officielles chinoises (4). Cependant, à l'instar des changements sémantiques opérés par le Département d'État (la mention que les États-Unis ne soutiennent pas l'indépendance de Taïwan a été supprimée de son site officiel), on ne peut tenir pour certain qu'ils reflètent la position de la Maison Blanche et que celle-ci soit durable et partagée par l'ensemble de la chaîne de commandement de la branche exécutive. Ces signaux sont en tout cas perçus, à Pékin, comme autant de points sensibles qu'il doit confirmer ou infirmer pour adapter en fonction son plan d'ensemble.

(1) C'est l'une des explications possibles derrière la récente fuite selon laquelle le président chinois Xi Jinping aurait déclaré, dès 2023, à la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, que Washington essayait de pousser Pékin à attaquer Taïwan.

(2) 外交部发言人全面介绍中美元首利马会晤情况, Xinhuanet, 17 novembre 2024, [disponible ici](#).

(3) 习近平同美国总统拜登在利马举行会晤, ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 17 novembre 2024, [disponible ici](#).

(4) « Countering growing maritime threats », Atlantic Council, vidéo, 29 janvier 2025, [disponible ici](#).



Le rapport 2025 du gouvernement central chinois à son Assemblée Nationale Populaire (ANP), publié le 5 mars dernier, comporte traditionnellement un court paragraphe sur Taiwan. Il fait directement suite à celui dédié « *aux compatriotes* » de Hong Kong et de Macao (1). Si cette dernière n'est pas citée explicitement, elle fait bien toujours partie du projet politique d'unification. Elle a été mise en sourdine depuis l'échec du camp pro-Pékin aux élections de district à Hongkong au mois de novembre 2019 mais sa place reste centrale dans la ligne fondamentale rappelée par Xi Jinping dans son discours de janvier 2019, en miroir avec « *l'unification pacifique* » (2). L'« *unification pacifique* », n'apparaît pas dans le rapport 2025. Ni dans celui de 2024, ce qui avait attiré l'attention des médias locaux et internationaux. Ces apparitions et disparitions de bribes de positions officielles sont légion dans les textes officiels chinois. Elles peuvent signifier, toute chose égale par ailleurs, un effort ou un signal particulier, mais ne remettent pas en cause la ligne globale définie. Le 22 février 2024, Wang Huning, membre du Comité permanent du Bureau politique du PCC en charge des affaires taiwanaises, exhorte, lors de la réunion annuelle sur Taiwan, à « *soutenir les forces patriotiques à Taiwan* », renforçant le volet offensif – agir pour l'unification – tout en combattant les forces sécessionnistes (3).

On aurait tort d'y voir un exercice rhétorique de la carotte et du bâton. Ces différentes déclarations décrivent tantôt le schéma offensif du projet d'unification, tantôt son volet défensif qui, réunis, valent programme d'action. Les médias ont tous relevé, par exemple, la saillie d'un porte-parole du ministère chinois de la Défense (MoD), le 8 mars dernier, menaçant directement les militants indépendantistes taiwanais : « *plus ils feront de l'esbroufe, plus la corde se resserrera autour de leur cou* » (4). Mais la vraie nouveauté, si l'on compare le texte du rapport gouvernemental avec les ceux trois années précédentes, est la mention, inédite dans sa formulation, de la promotion de « *l'ensemble des politiques et dispositifs de coopérations économiques et culturelles* » (完善促进 两岸经济 文化交流 合作 制度和政策) (5).

Il n'est pas question de minorer les nouveaux propos belliqueux tenus et la menace que représentent les manœuvres militaires de l'APL ces derniers mois autour de Taiwan, et plus largement dans les eaux internationales en zone Asie-Pacifique. La déclaration du porte-parole du MoD chinois, le 9 mars en marge de la session parlementaire, selon laquelle il « *n'existe pas d'"eaux internationales" dans le Détroit* » peut, en effet, signaler une accélération du processus d'unification ou le déclenchement d'une nouvelle phase de réalisation de certains objectifs intermédiaires par la force. Toutefois, si de nombreuses études internationales se sont penchées sur des scénarios spécifiques concernant une possible invasion militaire, un blocus maquillé en quarantaine, ou une pure annexion sur décision unilatérale par Pékin, elles ne prennent en compte qu'une partie du processus global engagé en privilégiant un de ses aspects le plus saillant du moment, alors qu'ils forment un tout indissociable pour être réellement activables (6).

(1) 政府工作报告, Conseil d'État de la République populaire de Chine, 12 mars 2025, [disponible ici](#).

(2) Xi Jinping, discours à l'occasion de la commémoration du 40e anniversaire du « Message aux compatriotes de Taiwan », *op. cit.*

(3) 反“独”促统、融合和统并行：2024 年中共中央对台工作会议内涵、特色及其影响, Baidu, 29 février 2024, [disponible ici](#).

(4) 谋独挑越甚脖子上的绞索就越紧, Finance Sina, 26 mars 2025, [disponible ici](#). Ce n'est cependant pas la première fois que le MoD s'exprime en ces termes : 国防部：谋“独”挑越甚，脖子上的绞索越勒越紧, Taiwan Affairs Office of the State Council, 27 décembre 2024, [disponible ici](#).

(5) 政府工作报告, Conseil d'État de la République populaire de Chine, *op. cit.*

(6) Cheng Deng Feng and Tim Boyle, « Exposing China's Legal Preparations for a Taiwan Invasion », War on the Rocks, 11 mars 2025, [disponible ici](#).



Si l'on devait définir un facteur clé déclenchant la décision d'un passage à l'acte, ce serait le *momentum* perçu par Pékin réunissant les conditions de réalisation de l'ensemble des volets et moyens et respectant le bon déroulement de son processus, depuis le mode d'entrée choisi jusqu'à la prise de contrôle effective de Taiwan, ainsi que la soutenabilité politique, économique et social du nouvel ensemble créé. Ce que Wang Huning, cité plus haut, appelle, depuis son discours du 22 février 2024, rappelé en mars dernier « *la maîtrise stratégique pour une complète unification* » (完全统一的战略主动权) (1).

Le verrou américain, facteur clé du « processus d'unification » de Taiwan, de moins en moins sûr

Le facteur américain est l'élément d'influence historique et diplomatique majeur qui pèse le plus sur le processus d'unification engagé par Pékin. Les ventes d'armes américaines, les visites semi-officielles et la promulgation continue de lois spécifiques au profit de Taiwan sont autant de freins et de provocations qu'il convient pour l'exécutif chinois de lever ou de contrer à deux niveaux qui s'emboîtent l'un dans l'autre : combattre le DPP qui s'appuie sur les États-Unis dans sa quête d'indépendance ; contrer la stratégie indopacifique des États-Unis qui protègent Taiwan et contient la Chine. Sur ces deux aspects, la Chine observe attentivement le positionnement de l'administration Trump et de son chef : l'attitude de ce dernier vis-à-vis de Lai Ching-te, du DPP, ainsi que la solidité de la stratégie indopacifique américaine.

Si Donald Trump ne s'est pas publiquement exprimé au sujet du président Lai, il s'est félicité d'un plan d'investissement massif du fabricant taiwanais TSMC en Arizona (2). A Taiwan, TSMC est parfois qualifié de « bouclier de silicium », un outil pour le maintien du soutien des États-Unis à Taïwan (3). Le fait que les deux présidents ne peuvent se rencontrer est un atout (surtout pour Lai Ching-te) qu'exploite habilement Taiwan en mobilisant ses réseaux d'affaires très introduits à Washington, comme le fait aussi brillamment les dirigeants japonais.

La stratégie indopacifique des États-Unis sous la première administration Trump (2016-2020) s'est traduite par une prolifération de décrets présidentiels, lois et d'initiatives visant à contenir la montée en puissance de la Chine dans la région (4). Aujourd'hui, jusqu'où la vision indopacifique de l'entourage actuel du président américain est-elle partagée au Pentagone et au département d'Etat ? Se place-t-elle dans la stricte continuité des politiques poursuivies et de la centralité du concept phare de « *Free and Open Indopacific* » (5) ?

(1) 反“独”促统、融合和统并行：2024年中共中央对台工作会议内涵、特色及其影响, Baidu, *op. cit.* et discours de Wang Huning lors de la réunion annuelle sur Taiwan, 26 février 2025, [disponible ici](#).

(2) David Shepardson et Steve Holland, « Trump and TSMC announce \$100 billion plan to build five new US factories », Reuters, 4 mars 2025, [disponible ici](#).

(3) Judy Lin, « Deep Dive: Is TSMC's \$100b Investment Signalling A US Chip Revival? », Tech Soda, 4 mars 2025, [disponible ici](#).

(4) *Taiwan Travel Act* et *Asia Reassurance Initiative Act* (ARIA) en 2018, *Indo-pacific Strategy Report* du département de la Défense et rapport *A Free and Open Indo-Pacific* du département d'Etat en 2019, *National Defense Authorization Act* (NDAA) en 2020, etc.

(5) Aarudra Singh, « The Quad Under Trump 2.0: Early Signs of Shift Amid Continuity », *The Diplomat*, 31 janvier 2025, [disponible ici](#).



Lors de son audition de confirmation au Sénat le 4 mars dernier, Elbridge Colby, le candidat au poste de numéro 3 au Pentagone au poste de Sous-Secrétaire chargé de la politique de Défense (1), affirme que Taïwan doit « *augmenter considérablement ses capacités de défense [...]. Or, Taïwan en est loin. Comme le président Trump l'a clairement indiqué, Taïwan doit faire beaucoup plus pour sa propre défense et concentrer ses efforts sur des capacités de défense. Cela est essentiel pour permettre une éventuelle intervention américaine au nom de Taïwan* » (2). Quant au président Trump, il a refusé de répondre à un journaliste, le 26 février, l'interrogeant sur son engagement selon lequel la Chine ne prendrait jamais Taïwan par la force pendant l'exercice de son mandat (3).

Pékin, pour qui les véritables contradictions sont d'ordre dialectique, analyse ces prises de position comme un signe de faiblesse et d'hésitation et non pas pour de l'ambiguïté stratégique, un concept trop complexe pour être développé de manière convaincante par la nouvelle équipe composite de négociateurs trumpiens. Il y voit davantage d'espace pour aller de l'avant dans le « *processus d'unification* ». D'autant que les déclarations américaines, en se focalisant sur l'apparence du maintien d'un *statut quo* sécuritaire et de capacité de l'île à se défendre militairement en cas d'attaque armée, signalent également, en creux, l'absence de considération ou d'attention particulière visant les efforts chinois de subjugation politique et d'intégration économique avec Taïwan.

En effet, à la pression maximale exercée par l'APL autour de Taïwan, Elbridge Colby, qui aura la charge de redéfinir la stratégie américaine en zone Indopacifique, y voit avant tout une réponse proportionnée en pourcentage de PIB alloué au budget de la défense. Dans le même temps, à Taïwan, toute augmentation des crédits à la défense doit être approuvée par le Parlement. L'opposition, KMT en tête, y est défavorable, ce que le DPP juge irresponsable, envoyant les mauvais signaux à Washington. Le vice-directeur des affaires internationales du KMT, Alexander Huang, a effectué une visite de courtoisie et de repérage à Washington au mois de février dernier. Il s'interroge sur les priorités en matière de dépenses de défense et de sécurité de l'île derrière l'ambition affichée du DPP et de son président d'une augmentation jusqu'à 3% du PIB (4).

Un possible renversement de situation pourrait prendre les formes d'un « *super deal* » avec la Chine aux contours incertains et fluctuants, mais dont Taïwan ferait les frais ou, pire, serait la monnaie d'échange. Cette crainte, dans tous les esprits aujourd'hui, a été exprimée aux États-Unis par deux membres de la *House Select Committee on the Strategic Competition Between the United States and the Chinese Communist Party* du Congrès lors d'une récente conférence à la Brookings Institution. Selon eux, quoique les États-Unis mettront sur la table dans le cadre d'un accord commercial, la Chine dira : « Ok, mais parlons de Taïwan ». Washington exigera quant lui de Taïpei qu'il s'engage activement dans sa propre défense, qu'il conclue de nouveaux accords économiques, sans l'associer à des garanties explicites de sécurité (5).

(1) Elbridge Colby fut adjoint au Vice-Secrétaire à la Défense sous l'administration Trump 1 en charge de la stratégie de défense. Il se définit comme un « conservateur réaliste ». Selon lui, l'Europe doit se prendre en mains et les États-Unis doivent réaffecter une partie de leur soutien de l'Ukraine vers la zone indopacifique. Il a déclaré que si Taïwan était très importante, elle ne représentait pas un intérêt « existentiel » pour les États-Unis.

(2) « Advance Policy Questions for Elbridge Colby Nominee for Appointment to be Under Secretary of Defense for Policy », Senate Armed Services Committee, 4 mars 2025, pp. 37-38, [disponible ici](#).

(3) « Trump declines to commit to Taiwan's defense if China invades », Focus Taiwan, 27 février 2025, [disponible ici](#).

(4) Matthew Strong, « Taiwan's KMT sends delegation to US », *Taiwan News*, 18 février 2025, [disponible ici](#).

(5) « How Will Congress Approach US-China Relations? », Brookings Institution, vidéo, 25 février 2025, [disponible ici](#).



Ce dernier aspect fait immédiatement penser à la situation de la guerre de la Russie en Ukraine où les États-Unis entretiennent le flou sur son soutien à Kiev et placent une même ligne rouge : ils ne mettront probablement pas de « boys » ni sur le sol ukrainien, ni à Taiwan.

Le transactionnalisme trumpien à l'épreuve du donnant-donnant chinois

Du côté des médias chinois, les spéculations vont bon train sur le lâchage de Taiwan par Washington (1). Du côté officiel chinois, la prudence prévaut. Mais, nous aurions tort de considérer que la Chine se satisfait de cet apparent boulevard diplomatique creusé par la retraite des positions stratégiques américaines. Ses autorités veulent y creuser une autoroute. Et Pékin ne se voit pas isolée dans son entreprise d'influence et deropriétarisation de l'espace indopacifique, Taiwan incluse.

Contrairement à l'image qu'on peut se faire, la Chine n'avance pas seule : elle prétend conclure rapidement, avec l'ASEAN un accord sur le code de conduite (COD) en Mer de Chine, en discussion depuis plus de vingt ans. L'ASEAN voit, avec des différences selon ses États-membres, que la situation politique taiwanaise sortie des urnes en 2024 (dotée d'une opposition forte au Parlement et d'un gouvernement DPP affaibli), plutôt comme propice à l'équilibre et à l'apaisement, éloignant le spectre de la guerre. Les États-Unis semblent concentrer leurs efforts sur le format « Quad », avec le Japon, l'Inde et l'Australie, sans beaucoup d'égards en direction des pays du sud-est asiatique, laissant davantage d'espace libre à Pékin (2). Dans cette période de flottement et de révision de la posture américaine dans la zone, la Chine permet aussi à la Russie, mais aussi à l'Iran, tous deux membres de l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai), d'apparaître comme des partenaires fiables en matière de défense et de sécurité, au Moyen-Orient, mais aussi en zone Asie-pacifique (3).

A l'école du transactionnalisme, Donald Trump présume peut-être un peu trop de ses forces. Depuis son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, la Chine a démontré qu'elle a su développer, sans coup férir et pendant presque vingt ans, une montée en puissance « pacifique » consistant à acquérir les technologies occidentales et leur propriété intellectuelle contre des parts éphémères de son marché intérieur, un donnant-donnant en trompe l'œil qu'on peut résumer ainsi : « notre marché contre vos technologies » (市场换技术). Pour convaincre le locataire de la Maison Blanche qu'il possède les meilleures cartes, Pékin pourrait vouloir l'amener à penser, lui et son entourage proche, que le prix à payer pour défendre Taiwan devient exorbitant, littéralement au-dessus de ses moyens. Ce qui plaiderait pour une accélération du processus en tenaille de l'inéluctable unification que nous avons décrit plus haut, dans toutes ses composantes, et dans l'attente des nouvelles élections générales à Taiwan.

En effet, les « perspectives » d'unification dont le mode privilégié demeure la voie « pacifique » – en fait, un ensemble de mesures actives que le chercheur Richard C. Bush qualifie de « coercitive sans

(1) 乌克兰成“弃子” 加深台湾社会“疑美论”, Huaxia, 13 mars 2025, [disponible ici](#).

(2) Aarudra Singh, « The Quad Under Trump 2.0: Early Signs of Shift Amid Continuity », *op. cit.*

(3) « China, Russia, Iran to hold nuclear talks in Beijing on Friday », Reuters, 12 mars 2025, [disponible ici](#).



violence » (1), ni plus ni moins que l'absorption de l'entité politique, économique et du corps social taiwanais – obligent en quelque sorte le PCC à la retenue. Isoler le DDP, faire passer le président Lai pour un « empêcheur de paix en rond » s'il devient l'élément bloquant d'un accord qui le dépasserait et, dans le même temps, travailler l'opposition, principalement le KMT, jusqu'aux élections de 2026, puis en 2028 : tout cela se dessine comme la déclinaison logique du processus déployé par Pékin pour crédibiliser sa politique d'unification-absorption du corps politique et social taiwanais.

Le scénario du pire, outre une invasion militaire, verrait se mettre en place un dialogue semi-officiel entre l'administration Trump et une figure emblématique du KMT, adoubé par Pékin, que le président américain, autant par calcul politique que par affinité personnelle, trouverait plus à même de représenter l'intérêt de Taiwan, pourvu qu'il devienne son nouvel homme fort. Après tout, pendant quelques jours à la Maison Blanche, on cherchait un successeur à Volodymyr Zelenskyy à la tête d'une Ukraine plus conciliante.

L'issue des résultats aux élections locales de 2026 à Taiwan, combinées à celles des « *mid-terms* » au mois de novembre de la même année aux États-Unis, pourraient modifier les rapports de force. Avec ce calendrier, la période charnière se situerait autour des années 2027-2029. Elles pourraient s'étendre encore davantage si les conditions pour une unification effective et totale se réunissaient à un rythme et de manière satisfaisante pour l'exécutif chinois. Certaines sources chinoises évoquent même cette période en la qualifiant de « point de bascule » entre l'unification « pacifique » et une unification par la force. Ce point de bascule est intimement lié aux calendriers électoraux américains et taiwanais, et à l'issue de ces élections.

Néanmoins, les freins à cette stratégie d'ensemble et à au « *processus d'unification* » restent nombreux. Leur logique est bien connue des stratèges américains : Pékin veut créer, avec une palette de moyens sans limites, une situation irréversible dans le Détroit. Or, la capacité de renversement de situation est une marque de fabrique de Donald Trump. Il est à craindre que Washington en abuse consciemment pour éprouver la solidité de l'unité au sein du régime chinois. De son côté, Pékin cherche déjà à isoler le facteur taiwanais de la stratégie américaine en Indopacifique.

(1) Richard C. Bush, « Why does the US security partnership with Taiwan matter? », Brookings Institution, 16 septembre 2024, [disponible ici](#).



Remarques et recommandations conclusives : rester sourds au chant des sirènes

Dans un tel contexte géostratégique, l'Union européenne et tous les pays européens qui intéressent la Chine seront mis sous pression. L'ex-ambassadeur de Chine en France Lu Shaye s'est déjà réincarné en défenseur de l'unité européenne. Tous les artifices et tous les poncifs seront mobilisés pour faire passer le projet politique chinois, solution taiwanaise comprise, comme garant de la paix et de la stabilité mondiale. Et son marché-monde comme police d'assurance globale. La Chine feint toujours d'y voir quelque contradiction avec son refus de renoncer à l'usage de la force pour prendre possession de « l'île renégate », ou que soutenir à bout de bras une Russie agresseur en Ukraine pose un problème existentiel à l'Europe.

Il serait temps que l'Union européenne décroche du mur son triptyque inhibiteur : prétendre être concomitamment un « *partenaire économique, concurrent et rival systémique* » de la Chine plonge le continent tout entier dans un état de schizophrénie profonde (1). Nommer correctement les choses constituerait un premier pas. Cette « rivalité systémique », expression absconse que personne ne fait sienne ou alors sans vraiment la comprendre, se marrie mal après cinq années d'expérimentation avec la posture « agnostique » (ou neutre) de l'Union vis-à-vis des « pays à risque ». Celle-ci empêche de penser stratégiquement l'intérêt européen et fait même le jeu de certains membres de l'Union ou candidats à l'adhésion tentés par le modèle et les ambitions chinoises.

Surtout, elle n'est plus en phase avec une stratégie indopacifique assumée, qui vise explicitement la Chine. La revisiter en profitant d'une probable inflexion de la politique indopacifique américaine, nous paraît souhaitable. Serait-elle soutenable sans ou contre les États-Unis ? Avec une attention particulière au domaine de la dissuasion stratégique dans une zone qui réunit cinq des huit puissances nucléaires déclarées dans le monde, si l'on y inclut la Russie (avec la Chine, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord, pour ces trois derniers non soumis au traité de non-prolifération nucléaire), tandis que l'Europe, avec la France, entame une réflexion sur sa propre capacité de dissuasion.

Dans ce contexte, l'UE aura autant besoin de l'ASEAN que l'ASEAN de l'Europe. Il en est de même de l'Inde qui défend habilement ses intérêts aux confluent des rapports de force des grandes puissances. La Commission Von Der Leyen a-t-elle pris la mesure des enjeux ?

Un rapprochement sino-américain global incluant la question taiwanaise pourrait amener Pékin à exiger de l'Europe une moindre implication en zone indopacifique en contrepartie de son effort de conciliation sur le théâtre russo-ukrainien, lui laissant davantage de latitude pour la poursuite de l'intégration de Taiwan dans son domaine de souveraineté effective.

(1) Nous renvoyons, pour le volet économique de cette schizophrénie à Laurent Amelot, *Quelle stratégie européenne face aux investissements chinois ?*, Institut Thomas More, note 64, décembre 2023, [disponible ici](#).

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications (notes, rapports, livres) sur notre site

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE GIORGIA MELONI, ENTRE LIBÉRALISME ENRACINÉ ET PROTECTIONNISME STRATÉGIQUE

TRISTAN AUDRAS
NOV. 2023 / JANV. 2024

ESPACES OCÉANIQUES ET VOIES MARITIMES, CLEFS DE COMPRÉHENSION DE LA GÉOPOLITIQUE GLOBALE DE DONALD TRUMP

HUGUES EUDELINE
NOV. 2023 / JANV. 2024

L'EXPÉRIENCE DU LEVELLING UP AU ROYAUME-UNI

DÉCENTRALISATION, CONFIANCE ET PARADIGME RELATIONNEL (2019-2024)

MARC LE CHEVALLIER
SEPTE. 23 / NOV. 2023

LE DANEMARK, SON STATUT INTERNATIONAL ET L'ENJEU D'UNE « EUROPE GÉOPOLITIQUE »

JEAN-SYLVESTRE MONGRENIER
NOV. 2023 / JANV. 2024

L'UNION EUROPÉENNE AU MIROIR DE DONALD TRUMP : LE RÉVEIL OU LE DÉCLASSEMENT ?

GILLES DELAFON
NOV. 2023 / JANV. 2024

La chute du régime de Damas et la Russie : un tournant historique ?

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'actualité 93
Mars 2024

La Roumanie, un acteur ascendant au carrefour de l'Europe orientale et du bassin pontique

Alexandre Hogu

Note 71
Novembre 2023

La grande parade continue

Socialisme mental et extension sans fin du domaine de l'État

Note 70
Novembre 2023

Jean-Sylvestre Mongrenier
Françoise Thom
GÉOPOLITIQUE DE LA RUSSIE

Que sais-je ?

Écouter ne suffit pas : le harcèlement scolaire et la sanction éducative

Lyvann Vaté

Note 69
Novembre 2023

Sous la direction de JEAN-THOMAS LESUEUR
Le souci de l'homme et du monde
Autour de l'œuvre de Chantal Delval

Parallèles

Trump 2024, la revanche d'une Amérique en colère

Gilles Delafon

Note 68
Octobre 2023

GÉOPOLITIQUES

Géopolitique de la CHINE

Une nouvelle thalassocratie

Hugues Eudeline

puf

La France en quête d'une grande politique : souveraineté, solidarités occidentales et patriotisme de civilisation

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'actualité 92
Juillet 2023

L'audiovisuel public français est-il pluraliste ?

Jean-Thomas Lesueur
Améric de Lamotte

Rapport 30
Mai 2024

Face à la violence des jeunes, comment restaurer l'autorité ?

Christian Frevigny

Note 66
Mars 2024



Programme Enjeux internationaux

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le Programme **Enjeux internationaux** décrypte les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement la provenance.

